



---

## 70<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale

5<sup>e</sup> commission

Point 132 de l'ordre du jour

### **Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies : principe de responsabilité**

### **Review of the efficiency of the administrative and financial functioning of the United Nations: Accountability system**

New York, le 8 mars 2016

Déclaration de la Suisse et du Liechtenstein

---

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations saluent la présentation des rapports du Secrétaire général relatif à ce point de l'ordre du jour et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Monsieur le Président,

*Comme l'ont mis en évidence les trois examens indépendants menés en parallèle l'an dernier sur les opérations de maintien de la paix, la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité et l'architecture de consolidation de la paix, la structure cloisonnée de l'ONU représente l'un des principaux obstacles qui l'empêchent d'atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels de manière plus efficace et performante. Pour éviter tout risque de fragmentation au sein du système, nous devons commencer par mettre en place une gestion responsable, fondée sur le principe de responsabilité et régie par des mécanismes de contrôle internes fiables. Nous devons poursuivre les efforts visant à moderniser la gestion de l'Organisation, afin d'atteindre les objectifs ambitieux formulés dans l'Agenda 2030 adopté depuis peu.*

Nos délégations souhaitent faire les remarques suivantes au sujet de **l'exécution des programmes et des résultats** :

Tout d'abord, s'agissant de la gestion des risques institutionnels, nous saluons l'adoption par le comité de gestion de plans de prévention et de traitement des risques en juillet dernier. L'évaluation des risques institutionnels sur l'ensemble du Secrétariat est un outil de gestion incontournable. Il serait souhaitable d'effectuer cette évaluation à intervalles réguliers et de l'adapter aux environnements foncièrement volatiles et fluctuants dans lesquels opère l'Organisation. Nous notons avec satisfaction que le projet pilote a été mis en œuvre dans le cadre de la MONUSCO et aimerions savoir quelles conclusions et bonnes pratiques essentielles ont été identifiées. Par ailleurs, nous soutenons les efforts entrepris par le Secrétaire général pour développer encore cet instrument et le généraliser à toute l'Organisation.

Deuxièmement, nous regrettons toujours que les progrès en matière de gestion axée sur les résultats demeurent aussi modestes en dépit des efforts de longue date déployés dans ce domaine. Nous encourageons dès lors le Secrétaire général à œuvrer avec davantage de conviction à la réalisation de cet objectif. Une gestion axée sur les résultats passe par une amélioration des capacités d'organisation en matière de suivi, d'établissement de rapports et d'évaluation.

### **Gestion des fonds**

En ce qui concerne la gestion des fonds au sein de l'ONU, nous saluons l'élaboration par le Secrétariat d'un dispositif de lutte contre la fraude. Compte tenu des récents événements, et plus particulièrement des soupçons de corruption qui pèsent sur l'ancien président de l'Assemblée générale, nous estimons nécessaire que l'Organisation renouvelle son engagement à adopter une politique de tolérance zéro face aux actes frauduleux.

### **Conformité**

Monsieur le Président,

Les opérations de maintien de la paix menées par l'ONU restent l'un des outils les plus importants dont dispose la communauté internationale pour protéger les civils dans des situations de conflit. Néanmoins, pour que les casques bleus puissent continuer à jouer un rôle déterminant dans la prévention des pertes de vies humaines à grande échelle et conserver la confiance des victimes et des populations civiles sur place, il est indispensable que ceux d'entre eux qui ont commis des crimes contre les populations vulnérables aient à rendre des comptes. A ce sujet, nous saluons les recommandations issues du rapport de l'examen indépendant de l'exploitation et des atteintes sexuelles commises par les forces internationales de maintien de la paix en République centrafricaine, de même que celles émises par le Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix. Nous espérons que le Secrétaire général donnera pleinement suite à ces recommandations. Toute inaction face à des cas graves d'abus sexuel met en péril la crédibilité et la viabilité des opérations de maintien de la paix et, dès lors, menace la réputation de la vaste majorité des casques bleus qui respecte les règles d'humanité fondamentales.

Pour conclure, nos délégations souhaitent réitérer leur proposition que la Cinquième Commission aborde ce point non plus une fois par an mais tous les deux ans, compte tenu de l'augmentation de la charge de travail à laquelle celle-ci est confrontée depuis quelques années. En effet, l'instauration d'une responsabilité accrue est un processus continu et les progrès accomplis seront bien plus perceptibles si les rapports sont établis tous les deux ans. Nos délégations continueront de plaider en faveur d'une biennialisation, ou le cas échéant d'une triennialisation, des rapports ou des points de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, je vous remercie.

---

Mr. Chairman,

I have the honour to address you on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the presentation of the report of the Secretary-General concerning this agenda item as well as that of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions.

Mr. Chairman,

As highlighted by the three concurrent and independent reviews on Peace Operations, the Peacebuilding Architecture and on the implementation of Security Council Resolution 1325 last year, the "siloed" structure of the UN is one of the most important obstacles for the organization to reach its strategic and operational objectives in a more efficient and effective manner. The implementation of a responsible management system based on accountability and subject to reliable internal control mechanisms is a prerequisite to counter internal fragmentation. In order to reach the ambitious targets defined in the recently adopted Agenda 2030, further efforts to modernize the management of the Organization are essential.

Our delegations would like to make the following remarks pertaining to **Performance and Results**:

First, in the area of enterprise risk management, we welcome the adoption of the risk treatment and response plans by the Management Committee last July. Assessments of institutional risks at the Secretariat-wide level are an essential management tool. They should be conducted on a regular basis and adapted to the continuously evolving and inherently volatile environments in which the Organisation operates. We welcome the implementation of the pilot project in MONUSCO and are interested in the identified key lessons and best practices. Going forward, we encourage the efforts of the Secretary-General to further develop and mainstream this instrument across the Organization.

Second, on results-based management, we reiterate our regret that progress continues to be below expectations despite longstanding efforts in this area. We would encourage the Secretary-General to work towards this goal with greater conviction. Improved organizational capacity for monitoring, reporting and evaluation are key elements to achieve results-based management.

### **Stewardship of Funds**

As regards the UN's stewardship of funds, we welcome the Secretariat's preparation of an Anti-fraud framework. In light of recent events, most notably the alleged bribery of the former President of the General Assembly, we believe that it is important to renew the Organisation's commitment to a zero-tolerance approach towards fraudulent acts.

### **Compliance**

Mr. Chairman,

UN-led peacekeeping operations remain one of the most important tools at the disposal of the international community to protect civilians in situations of conflict. However, in order to safeguard their critical role in averting large scale loss of civilian life and retain the trust of victims and local civilian populations, it is crucial that peacekeepers who commit crimes against vulnerable local populations are held accountable. In this regard, we welcome the recommendations coming out of the Report of the Independent Review on Sexual Exploitation and Abuse by International Peacekeeping Forces in

the Central African Republic as well as those of the High-level Independent Panel on Peace Operations. We hope that the Secretary-General will follow-up on these recommendations in a comprehensive manner. Failure to act on such cases of serious abuse puts at risk the credibility and viability of peacekeeping operations and – by association – puts in jeopardy the reputation of the overwhelming majority of peacekeepers upholding the highest standards of humanity.

Finally, our delegations would like to re-iterate our proposal that this agenda item no longer be dealt with by the Fifth Committee on an annual basis, but biannually, to take into account the increased workload of this Committee in recent years. Moreover, moving towards better accountability is a continuous process and progress will become much more discernible with a two-year gap between reports. Our delegations will continue to advocate for the biennialisation, or even triennialization, of reports or whole agenda items in the future, as appropriate.

Thank you, Mr. Chairman.